



Solidairesfinancespubliques.ddfip40@dgfip.finances.gouv.fr

**La force de tous
les agents de la DGFIP**

Communiqué de presse

Mardi 24 novembre 2015

SOLIDAIRES Finances Publiques agit pour l'Emploi et le Service Public

SOLIDAIRES Finances Publiques a demandé et obtenu une audience en Préfecture ce lundi 23 novembre et a remis un dossier argumenté réclamant l'arrêt des suppressions d'emplois aux Finances, le comblement des emplois vacants, le renforcement des services existants et la création de nouveaux services sur le littoral.

Ce dossier revendicatif s'appuie sur l'étude des évolutions de la population landaise qui met en évidence :

- un solde migratoire positif, notamment sur le littoral ;
- un vieillissement de la population ;
- la grande superficie du département.

Ce constat justifie pleinement la démarche de SOLIDAIRES Finances Publiques pour obtenir :

- la création de nouveaux services sur le littoral pour répondre ainsi aux évolutions démographiques ;
- le maintien de toutes les structures actuelles et toutes leurs missions pour prendre en compte le besoin de proximité physique, le vieillissement de la population, et pour limiter les distances à parcourir.

Ce dossier sera également remis aux élus locaux, à la Direction Départementale des Finances Publiques (même si le dialogue social y est en panne), ainsi qu'à la Direction Générale des Finances Publiques via notre Bureau National.

Par ailleurs, dans le cadre de la réforme territoriale, SOLIDAIRES Finances Publiques a mis en garde la Préfecture contre tout transfert de services hors du département et s'est opposé à toute tentative de mobilité forcée des agents des Finances Publiques.

SOLIDAIRES Finances Publiques a également dénoncé les baisses drastiques de budgets de fonctionnement des Services Publics en général, et de la Direction Départementale des Finances Publiques en particulier, qui nuisent à leur fonctionnement et à la réalisation de leurs missions.

Enfin SOLIDAIRES Finances Publiques s'est inquiété de la sécurité des agents et bâtiments publics en cette période d'état d'urgence, et a réclamé des moyens supplémentaires pour lutter contre la fraude fiscale, les activités clandestines et les financements occultes, s'appuyant sur les déclarations du Président de la République arguant que le pacte de sécurité devait l'emporter sur le pacte de stabilité.

Nous avons bénéficié d'une écoute polie et attentive et il nous a été répondu que Madame le Préfet n'avait pas vocation à gérer les restructurations au sein de la DDFIP, mais qu'elle devrait veiller à ce que les suppressions d'emplois de chaque administration ne s'additionnent pas en trop grand nombre, en même temps et en même lieu...

Nous espérons malgré tout qu'elle aura été sensible à nos arguments justifiant le maintien et le renforcement du service public de proximité, en cette période où l'action publique est plus que jamais nécessaire à la cohésion nationale.

En conclusion, SOLIDAIRES Finances Publiques utilisera tous les moyens à sa disposition afin de stopper les suppressions d'emplois (14 postes d'agents des Finances publics en moins pour le 1^{er} septembre 2016, soit plus de 100 en dix ans) et faire avancer ses propositions d'amélioration des services publics dans les Landes.